



Bulletin d'information, de débat et d'analyse du collectif

Justice et Libertés

Comité départemental de vigilance contre l'extrême droite

n°4- mars 2004

Spécial élections

Les partis d'extrême droite

ne sont pas des partis comme les autres

Comme celui de toute organisation politique, le programme de l'extrême droite (FN et AD) est composé de deux volets : politico-social et économique.

1-Volet politico-social :

L'extrême droite se caractérise par son népotisme et son clientélisme.

L'essence même de cet aspect est résumé dans la fameuse phrase de Le Pen : «*J'aime mieux mes filles que mes cousines et mes cousines que mes voisines*». Appliquant sa «théorie» et Inéligible en 1998, Le Pen voulut imposer Sa femme, sans compétence politique avérée, comme tête de liste aux européennes de 1998. Sa décision a conduit à l'affrontement entre Le Pen et Bruno Mégret, alors délégué général, et à l'exclusion de ce dernier et de 4 de ses proches du FN. Au dernier congrès du FN (19-21 avril 2003 à Nice), Marine Le Pen a été désavouée par les congressistes qui avaient choisi Bruno Golnisch, délégué général, comme dauphin de J-M.Le Pen. Pourtant, ce dernier n'a pas hésité à nommer, contre l'avis du congrès, Sa fille à la vice-présidence du FN. A son tour, inéligible aux municipales de 1997, Bruno Mégret se fait remplacer par Sa femme, qui devint maire de Vitrolles. La gestion des villes conquises par l'extrême droite a révélé, une fois de plus, «*la gabegie, le népotisme et le clientélisme à l'œuvre dans ce que furent les deux « vitrines » majeures de la gestion du Front national en PACA : Toulon et Vitrolles*» (Michel Samson ; Le Monde du 26/02/04).

Vision pétainiste des syndicats.

Dans le «petit argumentaire», diffusé aux cadres locaux, aux candidats aux élections cantonales et régionales ou aux simples militants, le FN demande au gouvernement de «*supprimer le honteux monopole syndical*» et de «*favoriser l'émergence*

d'organisations professionnelles réellement paritaires». Quel est le portrait type d'un «syndicaliste responsable» aux yeux du FN ? Dans le «petit argumentaire» c'est François Chérèque, le secrétaire général de la CFDT qui a droit à un «*hommage*». En 2003, lors du conflit sur les retraites, entre les syndicats et le gouvernement, F. Chérèque s'était rallié au gouvernement et avait pris position pour le patronat, contre les salariés. Les «*organisations professionnelles réellement paritaires*» chères à l'extrême droite, ne sont que des syndicats fantoches au service de la haute finance, tels qu'ils existaient sous les régimes totalitaires (Troisième Reich, fascisme Italien ou vichyste). **Voici le sort réservé aux syndicats dans les villes gérées par l'extrême droite** : «*A Orange, les organisations syndicales sont indésirables. Elles ont été expulsées de leurs locaux. Toutes les subventions municipales ont été supprimées dès la première élection du maire Front national. Les réunions et assemblées générales se tiennent sur des terrains privés ou à l'extérieur, dans d'autres communes. Il en est de même pour les permanences des syndicats : la CFDT tient la sienne à l'Union départementale d'Avignon, la CGT à Bollène.*» (Connaître et combattre l'extrême droite- Dossier SE- UNSA ; Sudel).

L'extrême droite est contre les ouvriers, les gens pauvres et les acquis sociaux.

Dans son «petit argumentaire», le FN s'en prend aux 35 heures, comme une entrave qui «*plombe dès l'origine la compétitivité*» des entreprises «*quand la durée du temps de travail est de 48 heures au Royaume-Uni et n'a pas d'existence aux USA*» (Le Monde du 15/16 février 04). Le FN (qui se prétend «le premier parti ouvrier» de France) est pour la suppression du SMIC et la fixation libre du salaire entre employeurs et employés. «*A Orange encore, les secteurs sociaux, culturels et jeunesse ont été progressivement laminés. On comptait plus*

de 700 enfants dans les colonies de vacances avant 1997. Quatre ans plus tard, ils étaient moins d'une centaine après la diminution du nombre de places, l'augmentation des tarifs, la mise en veilleuse de l'activité du Centre communal d'action social.» (Connaître et combattre l'extrême droite;SE-UNSA ; Sudel). «En juin 1995 : le ville de Marignane tombe aux mains du Front national. Dès la rentrée suivante, la municipalité décide d'accepter à la cantine uniquement les enfants dont les deux parents travaillent. Le rôle socialisant des restaurants scolaires est complètement mis de côté» (même référence).

L'extrême droite est raciste.

En 1999, c'est le maire de Vitrolles qui est mis en examen pour discrimination et incitation à la discrimination après attribution par la mairie d'une prime de naissance (de 74 euros) aux parents européens. L'extrême droite croit à « l'inégalité des races », propos tenus par Le Pen le 31/08/1996. Lorsque Virginie Arcelin, candidate FN à Strasbourg 7 (qualifiée de « Le Pen light » par les DNA du 5 mars 2004), prétend n'être « ni raciste au sens hitlérien du terme, qui ferait une différence selon les gènes ou la couleur de peau », reconnaît-elle implicitement que son patron soit **raciste au sens hitlérien** du terme ? Comme le FN, « Alsace d'abord » (AD) ne cache pas son racisme virulent. Voici le slogan cher à AD : « Une Alsace turque, une France algérienne, une Europe africaine. » L'objectif étant de frapper l'imagination de certains électeurs frileux et naïfs. Pour AD, l'immigration introduit « de la division et porte les germes de la guerre civile » (DNA du 01/12/2002). La France étant une « terre d'asile », a-t-on jamais observé une « guerre civile », opposant les Français et les immigrés (Polonais, Italiens, Espagnols, Portugais, Turcs, Algériens, etc.) ? Depuis le troisième Reich, prêcher la haine de l'autre a, toujours, été le fond de commerce des mouvements d'extrême droite. Hier, le « juif », représentait « l'étranger », la « source » de tous les malheurs. Aujourd'hui, ce sont les Turcs, les Algériens et les Africains qui « menacent l'identité » de ces messieurs.

L'extrême droite c'est le mensonge, le totalitarisme et l'esbroufe.

Lors du « Grand débat RTL-Le Monde », lundi 23 février, entre Olivier Besancenot et Marine Le Pen, O.Besancenot interroge Marine Le Pen : « Pourquoi est-vous pour doubler la TVA ? » M.Le Pen répond : « Jamais nous n'avons dit que nous allions augmenter la TVA. » « C'est écrit dans votre argumentaire. » rétorque O.Besancenot. « Nous n'avons jamais dit cela. » répond Marine Le Pen. Mentir, même publiquement, effrontément, tromper et faire appel aux instincts les plus bas et à la démagogie : voilà leur fond de commerce. Un autre exemple de malhonnêteté propre à l'extrême droite est stigmatisée par Etienne Wolf, le maire de Brumath. Il écrit (DNA du 13/02/04) : « Brumath n'a pas besoin du Front national pour créer son plan d'eau qui existe. A la lecture du programme du Front national pour les élections régionales, je

constate avec étonnement que le Front national essaie de s'approprier les projets en cours ou déjà existants. » Et de rajouter : « La lecture du programme du Front national est édifiant quant à la réalité politique de ce parti : le totalitarisme et l'esbroufe. Le totalitarisme en décidant à la place des autres de l'aménagement des communes, l'esbroufe en s'attribuant le mérite de ce qui existe déjà ou qui est déjà programmé. »

Que dire de la non éligibilité de Le Pen aux régionales de 2004 en PACA ? Selon l'analyse de Christophe Traini, Maître de conférence à l'institut d'étude politique (IEP) d'Aix-en-Provence, « **M. Le Pen n'a pas envie d'assumer une défaite ou une stagnation du vote FN** » (Le Monde du 24/02/04). Le Pen c'est l'esbroufe personifiée !

2- Volet économique

L'extrême droite est pour les gens riches et la haute finance.

Lors de la soirée du 21, Patrick Roger a analysé les mesures fiscales du programme du FN. Selon lui « Une première mesure démagogique qui peut paraître attractive à beaucoup, consiste à supprimer l'impôt sur le revenu. Une deuxième mesure consiste à diminuer l'assiette de l'ISF (l'impôt sur la fortune), baisser les droits de succession, etc. Or quel est le rôle de l'impôt ? Il sert à la redistribution, c'est un moyen de couper le gâteau différemment. Même si, comme le prétend le FN, une part est gaspillée, les personnes à revenu moyen ou faible sont quand même favorisées par l'existence de l'impôt, grâce à la redistribution. » Parallèlement à la suppression de l'impôt sur la fortune (ISF) et autres impôts frappant les nantis, l'extrême droite est pour l'augmentation de la TVA, payée par tous, pauvres y compris. Elle est pour le report progressif de la retraite à 70 ans et la suppression des « lois Auroux », c'est-à-dire de la 5^e semaine de congés payés. Bref, tout ce qui fait monter « la bourse », en augmentant la cadence de travail et en laminant les acquis sociaux dans l'intérêt de la haute finance.

Mot de la fin : « **Hitler a fait de bonnes choses** » a dit un élu au congrès fondateur d' « Alsace d'abord » qui s'est tenu le samedi 30 novembre 2002 à Colmar (DNA du 1^{er} décembre 2002). Cette phrase, à elle seule, résume la **nature** et le **programme** de l'extrême droite (nationale et régionale).

La conclusion est automatique : les partis d'extrême droite ne sont pas des partis comme les autres, c'est-à-dire républicains, démocratiques et respectueux des droits de l'Homme. Les combattre sur tous les plans est indispensable, s'il on souhaite toujours bénéficier d'un minimum de démocratie et de libertés associative, politique et syndicale, individuelle et collective.

Denis Hommel, ex-candidat « Alsace d'abord », candidat aux élections régionales sur la liste UMP-Zeller

Denis Hommel, maire d'Offendorf au moins jusqu'en 2001, était effectivement présent sur la liste «Mouvement régionaliste-Alsace d'Abord» pour les élections régionales du 15 mars 1998. Sur le plan national, ces élections furent marquées par des alliances extrême droite-droite pour prendre la tête de conseils régionaux. On le trouve sur la photo du tract distribué alors en compagnie de Françoise Herr-Lengert, de Spieler, de Daniel Zimmermann (conseiller municipal d'Ingwiller), de Charles Scherrer (conseiller municipal de Kurtzenhouse). Sur la même liste, on peut trouver d'autres élus : Robert Russmann (conseiller municipal de Benfeld), Alain Bailleul (conseiller municipal de Dambach), Arman Zahner (maire d'Heiligenberg), Gérard Ketterer (conseiller municipal de Mertzwiller), Henri Creutz (adjoint au maire de Monswiller), Raymond Kretz (conseiller municipal de Rossfeld). Le tract est modéré en comparaison de ce qui suivra aux municipales 2001. La seule partie qui différencie nettement ce tract d'un tract de régionalistes plutôt à droite concerne l'islam bien sûr : « *Non à la création d'un centre islamique européen de formation d'imams* » ; « *Les socialistes ont en projet la construction d'une Grande Mosquée qui selon leurs propos devrait « devenir un institut de formation des futurs théologiens (...)* ». *Par ailleurs les socialistes veulent aussi créer une filière de théologie musulmane à Strasbourg plaçant ainsi de facto l'islam sur le même plan que les autres religions concordataires ...* ».

Dans un article des DNA du 24/01/2000, intitulé « Valse des étiquettes », on lit : « *On valse tous azimuts au sein des groupes du conseil régional. Alors qu'Yvan Blot a quitté la FN pour former avec François Schultz, en rupture avec le MNR, un groupe des non-inscrits, le Haut-rhinois David Binder divorce avec ses amis lepénistes pour rallier le groupe mégrétiste. Marlène Heng s'apprête de son côté à changer une nouvelle fois d'étiquette. Ex adhérent du Centre des démocrates sociaux, ex-transfuge du FN, elle devait annoncer demain son départ du groupe du MRA, pour former avec Denis Hommel, maire d'Offendorf, lui aussi élu MRA, un nouveau groupe.*»

Dans un article intitulé «Les liaison dangereuses de Robert Spieler» daté du novembre 2000, «Rot un Wiss», organe régionaliste, écrit : «(...) *En 1988, RS apparaissait comme une bouée de sauvetage pour les maires de droite ambitieux, les Hommel (la brouille entre Hommel et Spieler s'est même fini...au tribunal par une plainte en diffamation !) d'Offendorf et autres Müller de Marlenheim, ce dernier ayant été recalé pour la liste d'Adrien Zeller aux régionales. Et ce n'était pas le moindre paradoxe du MRA que de ratisser ainsi du Zentrum catholique jusqu'à la droite de Le Pen.* »

Frédéric

Message d'Ambroise Perrin au « Collectif Justice et Libertés »

Nous avons reçu le message suivant d'Ambroise PERRIN, artiste engagé :

Objet : relaxe affaire « Heilwiller », jugement Tribunal Grande Instance Strasbourg

«Avec tous mes remerciements pour votre soutien, chaleureux et efficace ! Je suis vraiment content, en tant que «citoyen tentant de réagir face au Front National», que cette relaxe puisse être relevée comme faisant jurisprudence puisqu'un « tel rappel à l'histoire, (qui renvoie à la période la plus sombre...) relève de la liberté d'expression protégée par l'article 10 de la Convention de Sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales... »

A bientôt, Ambroise Perrin.

A nos lecteurs : Plus nous aurons d'informations sur les agissements et les idées de l'extrême droite, mieux nous pourrons les combattre. Alors, à vos stylos, ordi. etc....: même pour une très petite contribution. De même, tous les tracts, articles, revues, références utiles, sont les bienvenus.

Prochaine réunion : Mercredi 24 mars 2004 à 20h30 au CARDEK, 1 Place des Orphelins.

justiceetlibertes@voilà.fr